VI. De la lettre de change, du billet à ordre et des protêts

28 juillet 1934. – DÉCRET — De la lettre de change, du billet à ordre et des protêts.

(B.O., p. 863)

Modifié par le D. du 2 décembre 1944 (B.O., 1945, p. 134) et la L. du 10 août 1953 (B.O., p. 1645).

INDEX ALPHABÉTIQUE

Acceptation, 21.
– conditions, 26.
– délai, 22, 23.
– effets, 28.
– forme, 25.
– par intervention, 56.
– perte, 81.
– présentation, 21.
– radiation, 29.
– refus, 43-45.

Altérations, 69.

Aval, 30.
– effets, 32, 47.
– forme, 31.

Billet à ordre, 94.
– mentions incomplètes, 95.
– règles applicables, 96, 97.

Caution, 81, 82, 86.

Chambre de compensation, 38.

Chèque, 84.

Commerçants, 90.

Copie, 67.

Délais, 37.
– computation, 37, 38.
– de grâce, 89.

Domiciliation, 4, 27.

Échéance, 33.
– acceptation, 21.
– computation, 34-37.
– endossement, 20.
– paiement anticipé, 40.

Endossement, 11.
– après échéance, 20.
– conditions, 12.
– effets, 14, 47, 91.
– forme, 13.
– garantie, 15.
– mandat, 18.

Faillite, 43, 74, 79.

Huissiers, 98.

Incapacité, 79.

Intérêts, 5, 48.

Intervention, 55.
– acceptation, 56.
– paiement, 59.

Jours fériés, 87.

Lettre de change, 1.
– à vue, 34.
– contradictions, 6.
– forme, 3, 5.
– incomplète, 10.
– validité, 2.

Mandat, 18.

Monnaie, 41.

Opposition, 79.

Paiement, 38.
– acceptation, 28.
– acquittement, 39.
– à jours fixes, 37, 38.
– avant échéance, 40.
– défaut de présentation, 42.
– délai, 35, 38.
– lieu, 4.
– monnaie, 41.
– par intervention, 59.

Perte, 79, 82, 86.
– lettre de change acceptée, 80.
– non acceptée, 81, 86.

Perte lettre de change endossée, 85.

Pluralité d'exemplaires, 64.

Porteur, droits, 16, 17, 48.
– privilège, 74.

Prescription, 70.
– interruption, 71.

Privilège du porteur, 74.

Protêts, 98.
– cas, 44.
– déclaration, 102.
– dispense, 46.
– endossement, 20.
– forme, 100, 101.
– lieu, 99.
– publication, 104, 105.
– saisie conservatoire, 92.
– taxe, 103.

Provision, 72.
– action directe, 75.
– dessaisissement, 78.
– lettre commerciale, 76-78.
– privilège, 74.

Recours, 43, 83.
– délais, 53.
– porteur, 48.
– remboursement, 49, 52.

Refus de paiement, 44, 83, 102.

Saisie conservatoire, 92.

Serment, 93.

Signature, 1, 7, 8.

Solidarité, 47.

Sûretés hypothécaires, 91.

Tireur :
– garantie, 9.

TITRE PREMIER

DE LA LETTRE DE CHANGE

Note. Comparer avec le D. sur le chèque, *supra*.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CRÉATION ET DE LA FORME DE LA LETTRE DE CHANGE

Article 1

La lettre de change contient:

1° la dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction du titre. Toutefois, l'obligation d'insérer la dénomination «lettre de change» dans le texte du titre ne s'applique qu'aux effets portant une date d'émission postérieure de six mois au moins à la mise en vigueur du présent décret;

2° le mandat pur et simple de payer une somme déterminée;

3° le nom de celui qui doit payer (tiré);

4° l'indication de l'échéance;

5° celle du lieu où le paiement doit s'effectuer;

6° le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait;

7° l'indication de la date et du lieu où la lettre est créée;

8° la signature de celui qui émet la lettre (tireur).

Article 2

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme lettre de change, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants:

La lettre de change dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du tiré.

La lettre de change n'indiquant pas le lieu de sa création est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3

La lettre de change peut être à ordre du tireur lui-même.

Elle peut être tirée sur le tireur lui-même.

Elle peut être tirée pour le compte d'un tiers.

Article 4

Une lettre de change peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

Article 5

Dans une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue, il peut être stipulé par le tireur que la somme sera productive d'intérêts. Dans toute autre lettre de change, cette stipulation est réputée non écrite.

Le taux des intérêts doit être indiqué dans la lettre; à défaut de cette indication, la clause est réputée non écrite.

Les intérêts courent à partir de la date de la lettre de change, si une autre date n'est pas indiquée.

Article 6

La lettre de change dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

La lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 7

Si la lettre de change porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par lettre de change, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou du nom desquelles elle a été signée, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 8

Quiconque a apposé sa signature sur une lettre de change, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu de la lettre et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 9

Le tireur est garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation; toute clause par laquelle il s'exonère de la garantie du paiement est réputée non écrite.

Article 10

Si une lettre de change, incomplète à l'émission, a été complétée contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis la lettre de change de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

CHAPITRE II

DE L'ENDOSSEMENT

Article 11

Toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par la voie de l'endossement.

Lorsque le tireur a inséré dans la lettre de change les mots «non à ordre» ou une expression équivalente, le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau.

Article 12

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul. L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

Article 13

L'endossement doit être inscrit sur la lettre de change ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge.

Article 14

L'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change. Si l'endossement est en blanc, le porteur peut:

1° remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne;

2° endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne;

3° remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 15

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée.

Article 16

Le détenteur d'une lettre de change est considéré comme porteur légitime, s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont à cet égard réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Si une personne a été dépossédée d'une lettre de change par quelque événement que ce soit, le porteur, justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se dessaisir de la lettre que s'il l'a acquise de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 17

Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant la lettre, ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 18

Lorsque l'endossement contient la mention «valeur en recouvrements. «pour encaissement», «par procuration» ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais il ne peut endosser celle-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 19

Lorsqu'un endossement contient la mention «valeur en garantie», «valeur en gage» ou toute autre mention impliquant un nantissement, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais un endossement fait par lui ne vaut que comme un endossement à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent invoquer contre le porteur des exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en recevant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 20

L'endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur. Toutefois, l'endossement postérieur au protêt faute de paiement, ou fait après l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt ou dans le cas visé par l'article 102, antérieurement à la déclaration y prévue.

CHAPITRE III DE L'ACCEPTATION

Article 21

La lettre de change peut être, jusqu'à l'échéance, présentée à l'acceptation du tiré, au lieu de son domicile, par le porteur ou même par un simple détenteur.

Article 22

Dans toute lettre de change, le tireur peut stipuler qu'elle devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai.

Il peut interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation, à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change payable chez un tiers ou d'une lettre payable dans une localité autre que celle du domicile du tiré ou d'une lettre tirée à un certain délai de vue.

Il peut aussi stipuler que la présentation à l'acceptation ne pourra avoir lieu avant un terme indiqué.

Tout endosseur peut stipuler que la lettre devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai, à moins qu'elle n'ait été déclarée non acceptable par le tireur.

Article 23

Les lettres de change payables à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date.

Le tireur peut abrégé ce dernier délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Article 24

Le tiré peut demander qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première. Les intéressés ne sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande que si celle-ci est mentionnée dans le protêt.

Le porteur n'est pas obligé de se dessaisir, entre les mains du tiré, de la lettre présentée à l'acceptation.

Article 25

L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot «accepté» ou tout autre mot équivalent; elle est signée du tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation.

Quand la lettre est payable à un certain délai de vue ou lorsqu'elle doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé

en vertu d'une stipulation spéciale, l'acceptation doit être datée du jour où elle a été donnée, à moins que le porteur n'exige qu'elle soit datée du jour de sa présentation. A défaut de date, le porteur, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur, fait constater cette omission par un protêt dressé en temps utile.

Article 26

L'acceptation est pure et simple mais le tiré peut la restreindre à une partie de la somme.

Toute autre modification apportée par l'acceptation aux énonciations de la lettre de change équivaut à un refus d'acceptation. Toutefois, l'accepteur est tenu dans les termes de son acceptation.

Article 27

Quand le tireur a indiqué dans la lettre de change un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, sans désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de l'acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement.

Si la lettre est payable au domicile du tiré, celui-ci peut, dans l'acceptation, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué.

Article 28

Par l'acceptation, le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance.

A défaut de paiement, le porteur, même s'il est le tireur, a contre l'accepteur une action directe résultant de la lettre de change pour tout ce qui peut être exigé en vertu des articles 48 et 49.

Article 29

Si le tiré qui a revêtu la lettre de change de son acceptation a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre, l'acceptation est censée refusée. Sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre.

Toutefois, si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, il est tenu envers ceux-ci dans les termes de son acceptation.

CHAPITRE IV DE L'AVAL

Article 30

Le paiement d'une lettre de change peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre.

Article 31

L'aval est donné sur la lettre de change ou sur une allonge. Il peut également être donné par acte se paré, pourvu que la localité où il est intervenu y soit indiquée.

Il est exprimé par les mots «bon pour aval» ou par toute autre formule équivalente; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature du tiré ou de celle du tireur. L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 32

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de lettre de change.

CHAPITRE V DE L'ÉCHÉANCE

Article 33

Une lettre de change peut être tirée:

- à vue;
- à un certain délai de vue;
- à un certain délai de date,
- à un jour fixe.

Les lettres de change, soit à d'autres échéances soit à échéances successives, sont nulles.

Article 34

La lettre de change à vue est payable à sa présentation. Elle doit être présentée au paiement dans le délai d'un an à partir de sa date. Le tireur peut abréger ce délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Le tireur peut prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

Article 35

L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue est déterminée, soit par la date de l'acceptation, soit par celle du protêt.

En l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.

Article 36

L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Quand une lettre de change est tirée à un ou plusieurs mois et demi de date ou de vue, on compte d'abord les mois entiers.

Si l'échéance est fixée au commencement, au milieu (mi-janvier, mi-février, etc.) ou à la fin du mois, on entend par ces termes le premier, le quinze ou le dernier jour du mois.

Les expressions de «huit jours» ou «quinze jours» s'entendent, non d'une ou deux semaines, mais d'un délai de huit ou de quinze jours effectifs.

L'expression «demi-mois» indique un délai de quinze jours.

Article 37

Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paiement.

Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence.

Les délais de présentation des lettres de change sont calculés conformément aux règles de l'alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l'intention a été d'adopter des règles différentes.

CHAPITRE VI DU PAIEMENT

Article 38

Le porteur d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit présenter la lettre de change au paiement, soit le jour où elle est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

La présentation d'une lettre de change à une chambre de compensation équivaut à une présentation au paiement.

Article 39

Le tiré peut être exigé, en payant la lettre de change, qu'elle lui soit remise acquittée par le porteur.

Le porteur ne peut refuser un paiement partiel.

En cas de paiement, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur la lettre et que quittance lui en soit donnée.

Article 40

Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

Le tiré qui paie avant l'échéance le fait à ses risques et périls.

Celui qui paie à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs.

Article 41

Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays d'après sa valeur au jour de l'échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut, à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu de paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu de paiement.

Article 42

A défaut de présentation de la lettre de change au paiement dans le délai fixé par l'article 38, tout débiteur a la faculté d'en remettre le montant en dépôt à l'autorité compétente, aux frais, risques et périls du porteur.

L'autorité ici prévue a été désignée par l'Ord. n° 124/A.P.A.J du décembre 1937 (B.A., p. 708) qui porte:

Article unique. — Le greffier du tribunal de première instance est considéré comme autorité compétente au sens de l'article 42 du décret du 28 juillet 1934, relatif à la lettre de change, au billet à ordre et aux protêts.

CHAPITRE VII

DES RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT

Article 43

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés:

A l'échéance, si le paiement n'a pas eu lieu.

Même avant l'échéance:

1° s'il y a refus, total ou partiel, d'acceptation;

2° dans le cas de faillite du tiré, accepteur ou non, lorsqu'il a sollicité un concordat (préventif de la faillite), ainsi qu'au cas où, par suite de son insolvabilité, il a perdu le bénéfice du terme, conformément à l'article 86 du Code civil, livre III;

3° dans le cas de faillite du tireur d'une lettre non acceptable.

Néanmoins, dans les situations visées aux numéros 2° et 3° ci-dessus, les garants de la lettre de change peuvent obtenir en donnant caution des délais jusqu'à l'échéance, s'ils n'aiment mieux payer immédiatement.

Article 44

Sauf le cas prévu à l'article 102 du présent décret, le refus d'acceptation ou de paiement doit être constaté par un acte authentique (protêt faute d'acceptation ou faute de paiement).

Le protêt faute d'acceptation doit être fait dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation. Si, dans le cas prévu par l'article 24, premier alinéa, la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt peut encore être dressé le lendemain.

Le protêt faute de paiement d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour où la lettre de change est payable. S'il s'agit d'une lettre payable à vue, le protêt doit être dressé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent pour dresser le protêt faute d'acceptation.

Le protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement.

Dans le cas où, par suite de son insolvabilité, le tiré, accepteur ou non, a perdu le bénéfice du terme, le porteur ne peut exercer son recours qu'en vertu d'une permission du juge.

En cas de faillite déclarée du tiré, accepteur ou non, lorsqu'il a sollicité un concordat (préventif de la faillite), ainsi qu'en cas de faillite déclarée du tireur d'une lettre non acceptable, la production du jugement déclaratif de la faillite ou d'un certificat délivré par le greffier du tribunal auquel le tiré a adressé une demande de concordat (préventif de la faillite) constatant que pareille requête a été déposée, suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours.

Article 45

Le porteur doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de retour sans frais.

Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur.

Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent un avis est donné à un signataire de la lettre de change, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi de la lettre de change.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus n'encourt pas de déchéance; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Article 46

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause «retour sans frais», «sans protêt», ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement. Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de la lettre de change dans les délais prescrits ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation des délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait dresser le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane

d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouverts contre tous les signataires.

Note. Voir art. 102, *infra*.

Article 47

Tous ceux qui ont tiré, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées. Le même droit appartient à tout signataire d'une lettre de change qui a remboursé celle-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, mêmes postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 48

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours:

1° le montant de la lettre de change non acceptée ou non payée, avec les intérêts, s'il en a été stipulés;

2° les intérêts, à partir de l'échéance au taux de 8 p.c. pour les lettres de change émises et payables dans *la Colonie* et aux taux de 6 p.c. pour les autres lettres;

3° les frais de protêt, ceux des avis donnés ainsi que les autres frais;

4° une commission, si elle se justifie, dont le montant, à défaut de convention, est d'un tiers pour cent du principal.

Si le recours est exercé avant l'échéance, déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre. Cet escompte sera calculé d'après le taux de l'escompte officiel (taux de la Banque) tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

Article 49

Celui qui a remboursé la lettre de change peut réclamer à ses garants:

1° la somme intégrale qu'il a payée;

2° les intérêts de ladite somme à partir du jour où il l'a remboursée, au taux de 8 p.c. pour les lettres de change émises et payables dans *la colonie* et au taux de 6 p.c. pour les autres lettres;

3° les frais qu'il a faits;

4° une commission, si elle se justifie, dont le montant, à défaut de convention, est d'un tiers pour cent du principal.

Article 50

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours, peut exiger, contre remboursement, la remise de la lettre de change avec le protêt et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 51

En cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la somme pour laquelle la lettre n'a pas été acceptée peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit, en outre, lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs.

Article 52

Toute personne ayant le droit d'exercer un recours peut, sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre (retraite) tirée à vue sur l'un de ses garants et payable au domicile de celui-ci.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 48 et 49, un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue, tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Si la retraite est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre à vue tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

Article 53

Après l'expiration des délais fixés:

– pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue;

– pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement;

– pour la présentation au paiement en cas de clause de retour sans frais;

– le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur.

A défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours, tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation, à moins qu'il ne résulte des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation.

Si la stipulation d'un délai pour la présentation est contenue dans un endossement, l'endosseur, seul, peut s'en prévaloir.

Article 54

Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge: pour le surplus, les dispositions de l'article 45 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au-delà de trente jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni la confection d'un protêt soit nécessaire.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur; pour les lettres de change à un certain délai de vue, le délai de trente jours s'augmente du délai de vue indiqué dans la lettre de change.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

CHAPITRE VIII

DE L'INTERVENTION

I. Dispositions générales

Article 55

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut indiquer une personne pour accepter ou payer au besoin.

La lettre de change peut être, sous les conditions déterminées ci-après, acceptée ou payée par une personne intervenant pour un débiteur quelconque exposé au recours.

L'intervenant peut être un tiers, même le tiré, ou une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur.

L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour lequel il est intervenu.

En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

II. Acceptation par intervention

Article 56

L'acceptation par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où des recours sont ouverts, avant l'échéance, au porteur d'une lettre de change acceptable.

Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin, au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents, à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

Dans les autres cas d'intervention, le porteur peut refuser l'acceptation par intervention.

Toutefois, s'il l'admet, il perd les recours qui lui appartiennent avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été donnée et contre les signataires subséquents.

Article 57

L'acceptation par intervention est mentionnée sur la lettre de change; elle est signée par l'intervenant. Elle indique pour le compte de qui elle a lieu; à défaut de cette indication, l'acceptation est réputée donnée pour le tireur.

Article 58

L'accepteur par intervention est obligé envers le porteur et envers les endosseurs postérieurs à celui pour le compte duquel il est intervenu, de la même manière que celui-ci.

Malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur, contre remboursement de la somme indiquée à l'article 48, la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté, s'il y a lieu.

III. Paiement par intervention

Article 59

Le paiement par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où, soit à l'échéance soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Le paiement doit comprendre toute la somme qu'aurait à acquitter celui pour lequel il a lieu. Il doit être fait au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement.

Article 60

Si la lettre de change a été acceptée par des intervenants ayant leur domicile au lieu du paiement, ou si des personnes ayant leur domicile dans ce même lieu ont été indiquées pour payer au besoin, le porteur doit présenter la lettre à toutes ces personnes et faire dresser, s'il y a lieu, un protêt faute de paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt.

A défaut de protêt dans ce délai, celui qui a indiqué le besoin ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée et les endosseurs postérieurs cessent d'être obligés.

Article 61

Le porteur qui refuse le paiement par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

Article 62

Le paiement par intervention doit être constaté par un acquit donné sur la lettre de change avec indication de celui pour qui il est fait. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur.

La lettre de change et le protêt, s'il en a été dressé un, doivent être remis au payeur par intervention.

Article 63

Le payeur par intervention acquiert les droits résultant de la lettre de change contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. Toutefois, il ne peut endosser la lettre de change à nouveau.

Les endosseurs postérieurs au signataire pour qui le paiement a eu lieu sont libérés.

En cas de concurrence pour le paiement par intervention, celui qui opère le plus de libération est préféré. Celui qui intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

CHAPITRE IX

DE LA PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES ET DES COPIES

I. Pluralité d'exemplaires

Article 64

La lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques. Ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre; faute de quoi, chacun d'eux est considéré comme une lettre de change distincte.

Tout porteur d'une lettre n'indiquant pas qu'elle a été tirée en un exemplaire unique peut exiger à ses frais la délivrance de plusieurs exemplaires. A cet effet, il doit s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter ses soins pour agir contre son propre endosseur, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires.

Article 65

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires. Toutefois, le tiré reste tenu à raison de chaque exemplaire accepté dont il n'a pas obtenu la restitution.

L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués.

Article 66

Celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les autres exemplaires le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Celle-ci est tenue de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire.

Si elle s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt:

1° que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande;

2° que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

II. Copies

Article 67

Tout porteur d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies.

La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit indiquer où elle s'arrête.

Elle peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original.

Article 68

La copie doit désigner le détenteur du titre original. Celui-ci est tenu de remettre ledit titre au porteur légitime de la copie.

S'il s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande.

Si le titre original, après le dernier endossement survenu avant que la copie ne soit faite, porte la clause: «à partir d'ici l'endossement ne vaut que sur la copie» ou toute autre formule équivalente, un endossement signé ultérieurement sur l'original est nul.

CHAPITRE X DES ALTÉRATIONS

Article 69

En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original.

CHAPITRE XI DE LA PRESCRIPTION

Article 70

Toutes actions résultant de l'altération de la lettre de change contre l'accepteur se prescrivent par trois ans à compter de la date de l'échéance.

Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an à partir de la date du protêt dressé en temps utile ou de celle de l'échéance, en cas de clause de «retour sans frais.»

Les actions des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur se prescrivent par six mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé la lettre ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 71

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE XII DE LA PROVISION

Article 72

La provision doit être faite par le tireur, ou si la lettre est tirée pour le compte d'autrui, par le mandant ou donneur d'ordre.

Article 73

(L. du 10 août 1953, art. 23). — «Il y a provision si, à l'échéance, le tiré est en possession d'une valeur ou d'une garantie suffisante pour le couvrir complètement et qui est destinée par le tireur ou le donneur d'ordre à assurer le paiement de la lettre de change.»

Article 74

Le porteur a, vis-à-vis des créanciers du tireur, une créance privilégiée sur la provision qui existe entre les mains du tiré, lors de l'exigibilité de la traite, sans préjudice à l'application de (l'article 7 du décret du 27 juillet 1934 sur les faillites).

Note. Devenu l'article 21 de la L. n° 01/07 sur les faillites, *supra*.

Si plusieurs lettres de change ont été émises par le même tireur sur la même personne et qu'il n'existe entre les mains du tiré qu'une provision insuffisante pour les acquitter toutes, elles sont payées de la manière suivante:

Si la provision est d'un corps certain et déterminé: les traites au paiement desquelles elle a été spécialement affectée sont acquittées avant toutes les autres, toutefois sans préjudice des droits que les acceptations antérieures auront conférés au tiré.

A défaut d'affectation spéciale, les traites acceptées sont payées par préférence à celles qui le sont pas.

Si la provision est fournie en choses fongibles: les traites acceptées sont préférées aux traites non acceptées. En cas de concours entre plusieurs traites acceptées ou entre plusieurs traites non acceptées, elles sont payées au marc le franc. Le tout sous-réserve, en cas d'acceptation, de l'exécution des obligations personnelles du tiré qui n'est pas en faillite.

Article 75

Dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsiste une action contre le tireur en défaut de justifier qu'il y avait provision à l'échéance ou contre le tireur ou un endosseur qui s'est enrichi injustement. La même action subsiste en cas de prescription en ce

qui concerne l'accepteur qui a reçu provision ou qui s'est enrichi injustement.

Article 76

Le porteur d'une lettre de change a contre le tiré non-accepteur une action directe dans la mesure où le tiré a provision en vertu d'une dette commerciale; cette action sera recevable comme action en paiement de la lettre de change, mais, vis-à-vis du tiré, le porteur n'aura pas d'autres droits que ceux que possède contre lui le tireur du chef de la provision.

Article 77

Le tireur d'une lettre de change est recevable à poursuivre le tiré non-accepteur en paiement de la lettre de change, dans la mesure où le tiré a provision à raison d'une dette commerciale. Le tireur n'a pas, dans ce cas, contre le tiré, d'autres droits que ceux qui résultent de la provision. Lorsqu'à raison de l'existence de la provision le tiré est obligé d'accepter la lettre de change, conformément à l'article 90, le tireur ne jouira des droits qui résultent de l'acceptation qu'après avoir obtenu contre le tiré un jugement tenant lieu d'acceptation.

Article 78

Le tiré tenu en vertu d'une dette commerciale ne peut plus se dessaisir de la provision si, avant l'échéance, le porteur lui en fait défense. Cette défense pourra être faite par simple lettre missive.

Il est interdit au tiré non-accepteur tenu en vertu d'une dette commerciale de se dessaisir de la provision au détriment du porteur dans le délai de quinze jours qui suivent l'échéance de la lettre de change. Passé ce délai, il pourra s'en dessaisir à moins que le porteur ne l'assigne en paiement ou ne lui fasse défense de se dessaisir. Cette défense, qui pourra être notifiée par simple lettre missive, n'aura effet que pour quinze jours. Après l'expiration du délai de trois mois qui suivent l'échéance, seule l'assignation en paiement empêchera le tiré de se dessaisir.

CHAPITRE XIII

DE L'OPPOSITION ET DU PAIEMENT DES LETTRES DE CHANGE PERDUES

Article 79

Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change, de faillite du porteur ou de son incapacité de recevoir.

Article 80

En cas de perte d'une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur une seconde, troisième, quatrième, etc.

Article 81

Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une deuxième, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du président du tribunal de première instance et en donnant caution.

Par ce paiement, le tiré est libéré à l'égard du porteur de l'exemplaire revêtu de son acceptation

Article 82

Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut présenter la seconde, la troisième, la quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue et l'obtenir en vertu de l'ordonnance du président du tribunal de première instance, en justifiant de sa propriété et en donnant caution.

Article 83

En cas de refus de paiement, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation.

Cet acte doit être fait au plus tard le surlendemain de l'échéance de la lettre de change perdue.

Il doit être notifié aux tireurs et endosseurs, par exploit d'huissier, dans le mois de sa date. Pour être valable, il ne doit pas être

nécessairement précédé d'une décision judiciaire ou d'une dation de caution.

Article 84

Le porteur d'une lettre de change qui s'en est dessaisi contre remise d'un chèque dont le paiement a été intégralement refusé peut demander et obtenir le paiement ou la restitution de la lettre sans devoir produire une ordonnance du président du tribunal de première instance et sans donner caution.

Les dispositions des trois premiers paragraphes de l'article 83 sont applicables dans ce cas. Cependant l'acte de protestation doit être fait au plus tard le huitième jour après l'échéance.

Article 85

Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur, et ainsi, en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur de la lettre.

Après que le tireur aura délivré la seconde, chaque endosseur sera tenu d'y rétablir son endossement. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.

Article 86

L'engagement de la caution, mentionné dans les articles 81 et 82, est éteint après trois ans si, pendant ce temps, il n'y a eu ni demandes ni poursuites judiciaires.

CHAPITRE XIV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 87

Le paiement d'une lettre de change dont l'échéance est à un jour férié légal ne peut être exigé que le premier jour ouvrable qui suit. De même, tous autres actes relatifs à la lettre de change, notamment à l'acceptation et le protêt ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsqu'un de ces actes doit être accompli dans un certain délai dont le dernier jour est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 88

Les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 89

Hormis les cas prévus au dernier alinéa de l'article 43, aucun jour de grâce, ni légal, ni judiciaire n'est admis.

Article 90

Entre commerçants et pour dettes commerciales, le créancier a le droit, sauf convention contraire, de tirer sur son débiteur une lettre de change pour une somme qui n'excède pas le montant de la dette, et le tiré est tenu d'accepter.

Lorsque la somme excède le montant de la dette, le tiré ne doit accepter que pour la partie de la somme dont il est débiteur.

Article 91

L'endossement d'une lettre de change, daté et signé, à personne dénommée, transfère à l'endossataire les sûretés hypothécaires qui en garantissent le paiement.

Article 92

Indépendamment des mesures prescrites pour l'exercice de ses droits de recours, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du président du tribunal de première instance, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.

Article 93

Nonobstant l'application des dispositions de l'article 70 sur la prescription, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer sous serment qu'ils ne sont plus redevables, et

leurs veuves, héritiers ou ayants cause, qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.

TITRE II DU BILLET À ORDRE

Article 94

Le billet à ordre contient:

1° la dénomination du titre insérée dans le texte même et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre;

Toutefois, l'obligation d'insérer la dénomination «billet à ordre» dans le texte du titre ne s'applique qu'aux effets portant une date d'émission postérieure de six mois au moins à la mise en vigueur du présent décret;

2° la promesse pure et simple de payer une somme déterminée;

3° l'indication de l'échéance;

4° celle du lieu où le paiement doit s'effectuer;

5° le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le billet est souscrit;

6° l'indication de la date et du lieu où le billet est souscrit;

7° la signature de celui qui émet le titre (souscripteur).

Article 95

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme un billet à ordre, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants:

Le billet à ordre dont l'échéance n'est pas indiquée est considéré comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu de création du titre est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du souscripteur.

Le billet à ordre n'indiquant pas le lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du souscripteur.

Article 96

Sont applicables au billet à ordre, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la nature de ce titre, les dispositions relatives à la lettre de change et concernant:

– l'endossement (art. 11-20);

– l'échéance (art. 33-37);

– le paiement (art. 38-42);

– le recours faute de paiement (art. 43-50, 52-54);

– le paiement par intervention (art. 55, 59-63);

– les copies (art. 67 et 68);

– les altérations (art. 69);

– la prescription (art. 70-71);

– les jours fériés, la computation des délais et l'interdiction des jours de grâce (art. 87, 88, 89);

– le paiement d'une traite perdue (art. 79-86);

– la saisie conservatoire (art. 92);

– la délation du serment (art. 93).

Sont aussi applicables au billet à ordre les dispositions concernant la lettre de change payable chez un tiers ou dans une localité autre que celle du domicile du tiré (art. 4 et 27), la stipulation d'intérêts (art. 5), les différences d'énonciation relatives à la somme à payer (art. 6), les conséquences de l'apposition d'une signature dans les conditions visées à l'article 7, celles de la signature d'une personne qui agit sans pouvoirs ou en dépassant ses pouvoirs (art. 8), et la lettre de change en blanc.

Sont également applicables au billet à ordre les dispositions relatives à l'aval (art. 30-32); dans le cas prévu à l'article 31, dernier alinéa, si l'aval n'indique pas pour le compte de qui il a été donné, il est réputé l'avoir été pour le compte du souscripteur du billet à ordre.

Article 97

Le souscripteur d'un billet à ordre est obligé de la même manière que l'accepteur d'une lettre de change.

Les billets à ordre payables à un certain délai de vue doivent être présentés au visa du souscripteur dans les délais fixés à l'article 23.

Les délais de vue court de la date du visa signé du souscripteur sur le billet. Le refus du souscripteur de donner son visa daté est constaté par un protêt (art. 25) dont la date sert de point de départ au délai de vue.

TITRE III DES PROTÊTS

Article 98

Les protêts, faute d'acceptation ou de paiement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre; sont faits par les huissiers ou par les agents désignés par le *commissaire de district*.

Article 99

Le protêt doit être fait:

– au domicile indiqué sur l'effet et, à défaut d'indication, au domicile de celui par qui l'effet est payable ou à son dernier domicile connu dans la localité;

– au domicile des personnes indiquées sur l'effet, soit par le tireur, soit par les endosseurs, pour le payer au besoin;

– au domicile du tiers qui a accepté par intervention;

En cas d'indication fautive de domicile, l'acte constate, le cas échéant, que le débiteur n'a pas été trouvé dans la localité.

Le protêt, faute d'acceptation, peut aussi être fait en tout endroit à la personne du débiteur.

Article 100

L'acte est rédigé en double. L'original est porté sur l'effet ou y est rattaché sous forme d'allonge.

L'autre double est envoyé au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel le paiement doit être fait.

La personne qui dresse le protêt laisse au domicile où cet acte est fait un bulletin mentionnant le nom et le domicile du porteur qui aura requis le protêt, le nom de l'huissier ou de l'agent instrumentant, l'import de l'effet protesté ainsi que les documents joints à la lettre, avec la déclaration qu'ils sont à la disposition du débiteur contre acceptation ou paiement selon les cas.

S'il n'est trouvé personne au domicile où l'acte doit être fait, le protêt le constate et il n'est pas remis de bulletin.

Article 101

L'acte de protêt énonce:

– le nom du requérant;

– le montant de l'effet;

– la date de son échéance;

– la présence ou l'absence de celui qui doit payer;

– les motifs du refus d'accepter ou de payer et l'impuissance ou le refus de signer;

– les nom et prénoms de la personne à qui le bulletin est remis;

– les droits et émoluments dus.

Article 102

Si le porteur y consent et si le tireur n'a pas exigé dans le texte de la lettre de change un protêt par acte authentique, le protêt faute d'acceptation ou de paiement peut être remplacé par une déclaration cosignée sur l'effet lui-même, qui constate le refus de la personne requise d'accepter ou de payer.

Cette déclaration doit parvenir au porteur au plus tard le jour de l'échéance; elle est datée et signée par la personne requise d'accepter ou de payer.

Article 103

Les frais de protêt comprennent une taxe fixe de 40 francs. Si le protêt est fait à une distance de plus de trois kilomètres de la loca-

lité où réside celui qui fait le protêt, la taxe fixe est augmentée d'une taxe de 10 francs par kilomètre de distance de cette résidence.

Le Ministre [des Colonies] peut, dans la proportion qu'il déterminera, attribuer aux agents du gouvernement qui font le protêt tout ou partie des taxes auxquelles l'acte de protêt donne droit.

Le désaccord sur le montant de la taxe est tranché sans appel par le juge *du tribunal de première instance*.

Note. Les frais de protêt ont été portés à 40 francs et à 10 francs par le D. du 2 décembre 1944. (B.O., 1945, p. 133).

Article 104

Dans les dix premiers jours de chaque mois, le greffier *du tribunal de première instance* dresse un tableau des lettres de change acceptées et des billets à ordre qui ont été protestés dans le cours de l'avant-dernier mois.

Ce tableau contiendra:

- 1° la date du protêt;
- 2° les noms, prénoms, profession et domicile du bénéficiaire de l'effet au moment où le protêt a été dressé;
- 3° les nom, prénoms, profession et domicile du tiré accepteur de la lettre de change ou du souscripteur du billet à ordre;
- 4° les nom, prénoms, profession et domicile du tireur;
- 5° le montant de l'effet;
- 6° la date de l'échéance;
- 7° la réponse donnée au protêt.

Copie certifiée conforme de ce tableau est envoyée au greffe *du tribunal de première instance* du domicile du souscripteur d'un billet à ordre ou du tiré accepteur d'une lettre de change si ce domicile est au Congo dans un ressort judiciaire autre que celui où le paiement doit être effectué. Ces tableaux resteront déposés au greffe respectif desdits tribunaux, où chacun pourra en prendre connaissance.

En outre, aussitôt que le tableau sera dressé, le greffier en transmettra copie certifiée conforme au *commissaire de la province* qui, [d'après le siège des greffes intéressés], en assurera la publication au [Bulletin administratif du Congo belge au] Bulletin officiel du [Ruanda-] Urundi [ou dans l'un et l'autre de ces bulletins.]

Article 105

Le protêt n'est pas porté au tableau dressé en exécution de l'article précédent si celui qui a dressé l'acte de protêt atteste par écrit au greffier *du tribunal de première instance* que l'effet a été payé.

Cette attestation ne peut être refusée au débiteur qui a payé l'effet.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 106

Le présent décret entre en vigueur, [dans toute la Colonie et] dans le [Ruanda-]Urundi, le 1^{er} janvier 1935.

A la même date, les décrets du 28 mai 1920 et du 19 juin 1930, sur la lettre de change, le billet à ordre et les protêts, sont abrogés.

Conventions relatives à la lettre de change et au billet à ordre

Note. Ces trois conventions ont été approuvées par la L. du 16 août 1932 (B.O., 1934, p. 198).

Lors de la ratification de ces conventions, le 31 août 1932, la Belgique a notifié que l'exécution de la convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre était subordonnée, en ce qui concernait [le Congo Belge et] le *Ruanda-Urundi*, à l'usage de toutes les facultés prévues dans l'annexe II de cette convention.

Pour l'acceptation par le Burundi: voir Déclaration du 26 juillet 1964 à [Relations Internationales].

7 juin 1930. – CONVENTION, signée à Genève portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre.

(B.O., 1934, p. 198)

7 juin 1930. – CONVENTION, signée à Genève relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre.

(B.O., 1934, p. 279)

7 juin 1930. – CONVENTION, signée à Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre.

(B.O., 1934, p. 260)